



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Affaire Léa Marmignon - Mairieux - Libération du meurtrier

Question écrite n° 7668

Texte de la question

Mme Sandra Delannoy attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur les risques sécuritaires liés à l'hébergement par une association de Laon (Aisne) d'un individu condamné pour meurtre et présentant un profil psychiatrique dangereux. Ce jeune homme, condamné en 2019 pour le meurtre d'une enfant de deux ans et demi, a été remis en liberté après six années de détention et est désormais hébergé depuis octobre 2024 par une association accompagnant des personnes souffrant de troubles psychiques. La presse locale rapporte que cette structure ne dispose pas de dispositif de surveillance nocturne, alors même que l'intéressé a déjà exprimé des envies de vengeance envers la famille de la victime, laquelle réside à moins de deux heures de là. Ce type d'hébergement ne semble pas adapté à ce profil criminel et met en danger les autres personnes hébergées par l'association ainsi que le personnel de la structure. Dans ces conditions, elle s'inquiète de l'absence apparente de coordination entre les autorités judiciaires et les services de sécurité quant à l'accueil de profils à haut risque dans des associations de droit commun ; de l'éventuelle méconnaissance, par les services de police ou de gendarmerie, de la présence sur le territoire d'individus condamnés pour des faits d'une extrême gravité ; et enfin, des dispositifs existants pour garantir la sécurité des riverains, du personnel de l'association et de la famille de la victime. Elle lui demande donc s'il envisage de systématiser des mesures d'encadrement territorial ou de surveillance discrète dans de tels cas, afin d'éviter toute récidive ou trouble à l'ordre public. Aussi elle lui demande ce qu'il compte faire dans ce cas précis, notamment en matière de surveillance nocturne.

Données clés

Auteur : [Mme Sandra Delannoy](#)

Circonscription : Nord (3^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 7668

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : [Intérieur](#)

Ministère attributaire : [Justice](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 juin 2025](#), page 5063